

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Article 1 - Généralités

1.1. Les présentes conditions générales de vente ont pour objet de définir les droits et obligations de KORNERSTONE SPRL, société à responsabilité limitée, dont le numéro d'entreprise est le 0718.873.433, ci-après dénommé 'le prestataire' et ses clients.

1.2. Les conditions générales du prestataire reprises ci-dessous, sont réputées être connues et admises par le client, même au cas où elles seraient en contradiction avec ses propres conditions générales ou particulières d'achat ; les présentes conditions prévalent donc sur les conditions du client.

1.3. La nullité ou la caducité de certaines des clauses suivantes n'a aucune répercussion sur la validité du contrat ni sur les autres dispositions. Le cas échéant, les parties s'engagent à remplacer la clause nulle ou inapplicable par une clause valable qui est la plus proche d'un point de vue économique de la clause nulle ou inapplicable.

1.4. Sauf preuve contraire, le client reconnaît avoir reçu un exemplaire des présentes conditions générales de vente.

Article 2 - Offre et consistance de la prestation

2.1. Les offres du prestataire sont valables, sauf stipulation contraire expresse figurant dans celles-ci, pour un délai maximal d'un mois à dater de l'émission.

2.2. Dès acceptation de l'offre par le client, le contrat est réputé conclu.

Article 3 - Exécution du contrat

3.1. Le client doit fournir au prestataire pour chaque commande tous les contenus, accès et matériels nécessaires dans leurs formats appropriés et de manière structurée, préalablement agréés par le prestataire, au plus tard dans un délai de 24 heures après la commande en vue de l'exécution par le prestataire des prestations reprises dans l'offre. En cas de remise tardive des éléments techniques ou de remise d'éléments techniques différents de ceux stipulés lors de la commande, le prestataire se réserve le droit, selon le cas, de retarder le commencement d'exécution du contrat ou de résilier le contrat et en ce dernier cas, de garder l'acompte versé par le client.

3.2. La prestation du prestataire comprend tout ce qui est explicitement listé. Toute prestation ne figurant pas dans l'offre fera l'objet d'une offre complémentaire.

3.3. Les corrections demandées par le client ne sont pas illimitées. Seules celles comprises dans l'offre seront apportées. Toute correction supplémentaire fera l'objet d'une facturation à l'heure.

Article 4 - Prix et paiement

4.1. Sauf stipulation contraire expresse, tous les prix spécifiés dans l'offre s'entendent toujours hors TVA.

4.2. Sauf stipulation contraire expresse, un acompte de 50% de la valeur de toute commande sera exigée lors de la signature du bon de commande dans un délai de 8 jours. Le paiement des 50% restant sera payé à la livraison de la prestation.

4.3. Toutes factures du prestataire sont payables dans un délai de 8 jours.

4.4. Tout retard de paiement donne droit à un intérêt annuel de retard de 10% sans mise en demeure préalable. Par ailleurs, en cas de retard de paiement, une clause pénale est due de plein droit et sans mise en demeure en faveur du prestataire. Cette clause pénale est fixée conventionnellement entre parties à 12% pour les sommes jusqu'à 4000,00€, à 10% de la tranche de 4000,01€ à 12.500,00€, à 7,5% de la tranche supérieure à 12.500,01€ sans pouvoir dépasser un montant total de 2.500,00€, avec un montant minimum de 125,00€.

4.5. Le non-paiement d'une facture à son échéance rend exigible, de plein droit, toutes les factures ouvertes même non échues.

4.6. Conformément à l'article 6 de la loi du 2 août 2002, le client dédommagera le prestataire de tous les frais de recouvrement, en ce compris les honoraires et frais d'avocats et des conseils techniques, en cas de manquement de sa part à l'une des obligations mises à sa charge par les présentes conditions générales.

Article 5 - Livraison et délai de livraison

5.1. La livraison se fait aux risques et périls du client.

5.2. Les délais de livraison sont indicatifs. Les délais de validations intermédiaires peuvent notamment repousser cette échéance. Chaque délai de réception d'une réponse ou d'un contenu peut intervenir sur le délai de livraison.

5.3. Aucune pénalité de retard ne peut être imputée au prestataire en cas de non-respect du délai de livraison.

5.4. Le prestataire est libéré de l'obligation de livraison en cas d'événements de force majeure. Sont notamment considérés comme des cas de force majeure: les grèves, les retards de livraison des fournisseurs, les guerres, les incendies, les catastrophes naturelles, les difficultés d'organisation interne de la société (absence du personnel pour raison de maladie - pannes de machines - ...) lorsque ces circonstances ont pour effet de retarder la livraison ou de la rendre très difficile et/ou empêchent, directement ou à travers d'un tiers, le prestataire de répondre à ses obligations.

5.5. Le prestataire n'a pas à établir ni l'imprévisibilité ni l'irrésistibilité de l'événement.

Article 6 - Réserve de propriété

6.1. Le prestataire reste propriétaire exclusif de la totalité de l'objet de la commande, jusqu'au paiement intégral des factures émises par celui-ci, ainsi que le règlement de toutes

les obligations, y compris pour toutes autres créances qui lui sont dues par le client.

6.2. Le cas échéant, en cas de faillite du client, le prestataire pourra mettre en oeuvre l'action en revendication.

Article 7 - Propriété intellectuelle

7.1. Lorsque le prestataire acquiert un ou plusieurs noms de domaines dans le cadre de ses prestations, ces noms de domaines sont achetés au nom et pour le compte du client. Celui-ci peut demander à tout moment le transfert de la propriété des domaines, sous réserve du règlement au prestataire des sommes dues au titre de la prestation pour laquelle les noms de domaines ont été acquis et plus généralement du règlement de l'ensemble des sommes dues au prestataire. À défaut, le client entre dans les dispositions des présentes conditions générales et s'expose notamment à la revente ou au non-renouvellement des domaines.

7.2. Tout élément fourni par le client qui serait protégé par des droits de propriété intellectuelle reste sa seule propriété. Il déclare dans cette hypothèse disposer de tous les droits et/ou autorisations nécessaires, et garantit le prestataire contre toute réclamation éventuelle d'un tiers qui prétendrait avoir un droit de propriété intellectuelle sur l'un des quelconques éléments fournis par lui notamment de tous textes, images, logos, graphiques, photos, films audio ou vidéo, fichiers, logiciels, bases de données.

7.3. La violation des présentes dispositions ouvre au prestataire le droit d'annuler toute commande et ce, nonobstant l'engagement de poursuites éventuelles.

7.4. Hébergement des sites web:

Option 1: le client s'engage à prendre à sa charge l'hébergement de son site auprès de l'hébergeur de son choix. Le prestataire décline toute responsabilité en cas d'hébergement défectueux et n'assume en aucun cas les communications de quelque nature que ce soit entre le client et l'hébergeur choisi. De la même manière, le prestataire ne peut être tenu responsable du non-respect par l'hébergeur de la réglementation européenne en matière de protection des données à caractère personnel.

Option 2: Le prestataire fait appel à une société spécialisée dans l'hébergement de sites Internet pour y placer le site du client. Le prestataire ne peut en aucun cas fournir d'autres garanties que celles fournies par la société d'hébergement. Par l'acceptation de ces conditions générales, le client accepte également le contrat de la société d'hébergement choisie conjointement avec le prestataire. Le client accepte que l'hébergement du site soit assuré moyennant le paiement du prix de l'hébergement et la confirmation par le prestataire de l'achat par courriel.

Le prestataire ne pourra être tenu responsable du contenu des informations, du son, du texte, des images, des éléments de forme, des données accessibles sur le site, transmises ou mises en ligne par le client et ce à quelque titre que ce soit.

Le prestataire s'engage toutefois à mettre tout en oeuvre pour contacter rapidement l'hébergeur et trouver une solution en cas de défaut rencontré dans le cadre du service d'hébergement.

En aucun cas le prestataire ne pourra être tenu responsable des préjudices directs et indirects liés à l'hébergement. Il appartient en conséquence au client de prendre toutes mesures nécessaires à la sauvegarde de ses données en cas de perte, ou de détérioration des données confiées, quelle qu'en soit la cause, y compris celles non expressément visées par les présentes.

Concession des droits

7.5. De manière générale, l'ensemble des oeuvres originales ainsi que les informations communiquées par le prestataire restent sa propriété exclusive, et le prestataire se réserve le droit de revendre ou d'utiliser tout ou partie de ses créations. Ainsi, tout logiciel, application ou autres développements spécifiques réalisés pour le client mais également tous les éléments apportés par le prestataire au niveau du design et du contenu de la plateforme web c'est-à-dire l'apparence, la forme, le texte, le choix des couleurs et de la police, la documentation, l'agencement des textes restent la propriété du prestataire.

7.6. Les créations réalisées par le prestataire sont et restent son entière propriété et aucune des dispositions des présentes conditions générales ne sauraient être interprétées comme une cession de ses droits de propriété intellectuelle.

7.7. Le prestataire autorise toutefois le client à utiliser ses créations aux fins professionnelles/privées pour lesquelles la commande a été réalisée.

7.8. Il est entendu que les droits d'exploitation sur ces créations (droit de reproduction, droit de communication au public et droit de distribution) sont concédés à titre non exclusif sur le territoire du Monde entier pendant toute la durée de validité des droits de propriétés intellectuelles.

7.9. Le client s'interdit toutefois de reproduire les créations du prestataire d'une manière qui pourrait être interprétée comme une pratique commerciale déloyale compte tenu de l'activité du prestataire.

7.10. Le client peut également modifier ou améliorer la plateforme et/ou l'architecture du site web créé par le prestataire.

7.11. Le droit de modification ne peut impliquer ni la déformation ni la modification d'une partie substantielle des créations du prestataire. Par ailleurs, client est le seul responsable des modifications ou améliorations et donc ne peut en aucune manière engager la responsabilité du prestataire sur ces éléments.

7.12. En aucun cas, le client ne peut s'opposer à la mention du nom et/ou du logo et/ou de la marque du prestataire sur

les créations et les reproductions. Le prestataire se réserve le droit de mentionner sa réalisation pour le client comme référence dans le cadre de ses démarches de prospection commerciale, de communication externe et de publicité.

Cession des droits

7.13. De manière générale, l'ensemble des oeuvres originales ainsi que les informations communiquées par le prestataire restent sa propriété exclusive, et le prestataire se réserve le droit de revendre ou d'utiliser tout ou partie de ses créations.

7.14. Toutefois, le droit de propriété intellectuelle sur les applications ou autres développements spécifiques réalisés pour le client mais également tous les éléments apportés par le prestataire au niveau du design et du contenu de la plateforme web c'est-à-dire l'apparence, la forme, le texte, le choix des couleurs et de la police, la documentation, l'agencement des textes adaptés spécifiquement à la demande du client, ci-après les "développements spécifiques" sont cédés par le prestataire sur le territoire du Monde entier, pendant toute la durée de validité des droits de propriété intellectuelle cédés, et ce, moyennant le prix de cession indiqué sur le bon de commande.

7.15. Les droits cédés comprennent uniquement les droits patrimoniaux.

7.16. En aucun cas, la présente clause ne peut s'interpréter comme une cession globale des droits de propriété intellectuelle du prestataire.

7.17. Le prestataire se réserve le droit de mentionner sa réalisation pour le client comme référence dans le cadre de ses démarches de prospection commerciale, de communication externe et de publicité.

Article 8 - Responsabilité

8.1. Le prestataire est responsable du dol ou de la faute lourde ayant occasionné un dommage. Toutefois, le prestataire n'est pas responsable du dol et de la faute lourde de son préposé ou agent d'exécutif. Le prestataire se réserve le droit de modifier à tout moment les caractères de ses infrastructures techniques et le choix de ses fournisseurs techniques. Le prestataire se réserve le droit de refuser la réalisation de pages demandées par le client, si celles-ci sont jugées non acceptables pour être diffusées sur le web, conformément aux lois en vigueur.

8.2. Le prestataire n'est en rien responsable de l'utilisation du site web par le client.

8.3. Au cas où la responsabilité du prestataire serait engagée, celle-ci est limitée au dommage réel subi personnellement et directement par le client sans dédommagement quelconque pour un bénéfice espéré et non réalisé ou pour une perte qui aurait pu être évitée.

8.4. Le client ne pourra engager la responsabilité du prestataire qu'à concurrence du montant maximum de la couverture dont il dispose à travers sa police d'assurance responsabilité professionnelle.

Article 9 - Résiliation du contrat et sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles

9.1. Le contrat prend fin automatiquement en cas de faillite ou de mise en liquidation d'une des parties. Les sommes dues au moment de la faillite ou de la décision de mise en liquidation deviennent immédiatement exigibles. Le présent contrat sera également résolu de plein droit en cas de condamnation du client du chef d'actes de nature à ébranler la confiance du prestataire.

9.2. En cas de réorganisation judiciaire, toutes les sommes dues deviennent immédiatement exigibles et il pourra être mis fin au contrat en cours s'il n'est pas remédié au défaut de paiement dans les 15 jours de la mise en demeure qui sera adressée par le prestataire.

9.3. En cas de difficultés financières du client durant l'exécution du contrat, le prestataire pourra exiger du client des garanties pour la bonne exécution du contrat. En cas de refus du client, le prestataire sera alors en droit de résilier tout ou partie du contrat.

9.4. En cas d'inexécution par le client d'une ou plusieurs obligations lui incombant en vertu des présentes, le prestataire mettra le client en demeure d'exécuter l'obligation lui incombant par courrier recommandé avec accusé de réception. Si dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la réception de ce courrier de mise en demeure l'obligation dont le client était débiteur n'a pas été exécutée, le présent contrat sera de plein droit résilié aux torts du client et ce sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus au prestataire, tant du chef de la rupture du contrat que de l'inexécution de l'obligation considérée.

9.5. Si le client met fin au contrat en cours d'exécution de celui-ci, le client sera redevable d'une indemnité évaluée au montant de l'acompte, sans préjudice de majoration ou de diminution dans l'hypothèse où le dommage subi par le prestataire serait supérieur ou inférieur audit montant.

Article 10 - Loi applicable et juridiction compétente

10.1. La loi applicable est la loi belge, tant pour l'interprétation que pour l'exécution des présentes conditions générales et de toutes conventions auxquelles elles s'appliquent.

10.2. Tout litige relatif à la formation, l'exécution, l'interprétation de ces conditions générales ainsi qu'à toutes conventions auxquelles elles s'appliquent et qui ne peut être résolu à l'amiable est soumis à la compétence exclusive des juridictions de l'arrondissement judiciaire du Brabant Wallon.

GENERAL TERMS AND CONDITIONS

Article 1 - General information

1.1. The purpose of the following general terms and conditions of sale is to define the rights and obligations of KORNERSTONE SPRL, a limited liability company, whose company number is 0718.873.433, hereinafter referred to as 'the service provider' and his clients.

1.2. The general terms and conditions of the service provider listed below are deemed to be known and accepted by the client, even if they are in contradiction with his own general terms and conditions of purchase; these conditions therefore prevail over the client's conditions.

1.3. The invalidity or the lapse of some of the following clauses has no impact on the validity of the contract nor on any other provisions. When appropriate, the parties commit to replace void or unenforceable clause by a valid clause that is the closest economic point of view of the void or unenforceable clause.

1.4. Unless proved otherwise, the client acknowledges having received a copy of these general terms and conditions of sale.

Article 2 - Offer and consistency of the service

2.1. The offers of the service provider are valid, unless expressly stipulated otherwise in them, for a maximum period of one month from the date of issue.

2.2. Upon acceptance of the offer by the client, the contract is deemed concluded.

Article 3 - Performance of the contract

3.1. The client must provide the service provider, for each order, with all the necessary contents, accesses and materials, in their appropriate format and in a structured manner, approved beforehand by the service provider, no later than 24 hours after the order for the execution by the service provider of the services included in the offer. In case of late delivery of technical elements or delivery of technical elements different from those stipulated in the order, the service provider reserves the right, as the case may be, to delay the start of the performance of the contract or to terminate the contract and in the latter case, to keep the deposit paid by the client.

3.2. The service provider's service includes everything that is explicitly listed. Any services not included in the offer will be the subject of a complementary offer.

3.3. The corrections requested by the client are not unlimited. Only those included in the offer will be implemented. Any additional correction will be billed at an hourly rate.

Article 4 - Price and payment

4.1. Unless expressly stipulated otherwise, all prices specified in the offer are exclusive of VAT.

4.2. Unless expressly stipulated otherwise, a deposit of 50% of the value of any order will be required when signing the purchase order within a period of 8 days. The payment of the remaining 50% will be paid upon the delivery of the service.

4.3. All invoices of the service provider are payable within a period of 8 days.

4.4. Any late payment gives the right to an annual interest rate of 10% without prior notice. Moreover, in the event of late payment, a penalty clause is due automatically and without prior notice to the service provider. This penalty clause is set conventionally between parties at 12% for sums up to €4,000.00, at 10% for the range of €4,000.01 to €12,500.00, at 7.5% for the portion above €12,500.01 without exceeding a total amount of €2,500.00, with a minimum amount of €125.00.

4.5. The non-payment of invoice on its due date makes due, automatically, all open invoices even not expired.

4.6. In accordance with article 6 of the law of 2 August 2002, the client will compensate the service provider for all recovery costs, including fees and expenses of lawyers and technical advisers, in the event of his failure to comply with his obligations as defined by the present general terms and conditions.

Article 5 - Delivery and delivery times

5.1. Delivery is at the risk of the client.

5.2. Delivery times are indicative. Intermediate validation delays can especially postpone this deadline. Any delay in receiving a response or a content may affect the delivery time.

5.3. No late fee can be charged to the service provider in case of non-compliance with the delivery time.

5.4. The service provider is freed from the delivery obligation in case of force majeure events. The following are considered to be cases of force majeure: strikes, delays in suppliers delivery, wars, fires, natural disasters, company's internal organisation difficulties (absence of staff due to illness, machines failure - ...) where those circumstances have the effect of delaying the delivery or preventing, directly or through a third-party, the service provider from fulfilling his obligations.

5.5. The service provider does not have to establish neither the unpredictability or the irresistibility of the event.

Article 6 - Retention of ownership

6.1. The service provider remains the exclusive owner of the entire subject of the order, until full payment of the invoices issued by him, as well as the settlement of all the

obligations, including for all other claims which are due to him by the client.

6.2. In the event of the client's bankruptcy, the service provider can make a claim.

Article 7 - Intellectual property

7.1. When the service provider acquires one or more domain names as part of his services, these domain names are purchased in the name and on behalf of the client. The latter may request at any time the transfer of the domains ownership, subject to payment to the service provider of the sums due for the service for which the domain names were acquired and more generally to the settlement of all sums due to the service provider. Otherwise, the client enters into the provisions of these general terms and conditions and is exposed to the resale or non-renewal of the domains.

7.2. Any element provided by the client that would be protected by intellectual property rights remains his sole property. In this case, he declares that he has all the necessary rights and/or authorisations, and ensures the service provider against any potential third-party claim claiming to have an intellectual property right over any of the elements provided by him, including texts, images, logos, graphics, pictures, audio and video films, files, softwares, databases.

7.3. The violation of these provisions gives the service provider the right to cancel any order, notwithstanding the possibility of prosecution.

7.4. Websites hosting:

Option 1: the client agrees to pay for the hosting of his web site with the host provider of his choice. The service provider declines all responsibility in cause of faulty hosting and does not assume under any kind of circumstances the communications of any kind between the client and the chosen hosting provider. In the same way, the service provider can not be held responsible for the non-compliance by the host provider of the European regulation on the protection of personal data.

Option 2: The service provider chooses a company specialised in websites hosting to host the client's site. The service provider can not in any case provide other guarantees than those provided by the hosting company. By accepting these general conditions and terms, the client also accepts the hosting company's contract chosen jointly with the service provider. The client accepts that the hosting of the website is provided upon payment of the hosting price and purchase confirmation email given by the service provider.

The service provider can not be held responsible for the content of the information, sound, text, images, form elements, data accessible on the site, transmitted or put online by the client regardless of any reason whatsoever.

The service provider commits however to make every effort to quickly contact the hosting provider and find a solution in case of default encountered in the context of the hosting service.

In no case the service provider can be held responsible for direct or indirect damages related to the hosting. It is therefore the responsibility of the client to take all necessary measures to safeguard his data in case of loss, or deterioration of the data entrusted, whatever the cause, including those not expressly referred to herein.

Concession of rights

7.5. In general, all original works as well as information provided by the service provider remain his exclusive property, and the service provider reserves the right to resell or use all or part his creations. Thus, any software, application or other specific developments made for the client but also all the elements provided by the service provider in terms of web platform design and content, that is, the appearance, form, text, the choice of colours and fonts, documentation, texts arrangements remain the property of the service provider.

7.6. The creations produced by the service provider are and remain his entire property and none of the provisions of these general terms and conditions can be interpreted as an assignment of his intellectual rights.

7.7. However, the service provider authorises the client to use his creations for professional/private purposes for which the order has been made.

7.8. It is understood that the exploitation rights on the service provider's creations (reproduction right, communication right to the public and distribution right) are licensed on a non-exclusive basis on the territory of the World during the validity period of the intellectual property rights.

7.9 The client is however prohibited from reproducing the creations of the service provider in a way that could be interpreted as an unfair commercial practice given the activity of the service provider.

7.10. The client can also modify or improve the platform and/or the website architecture created by the service provider.

7.11. The modification right may not involve the distortion nor modification of a substantial part of the service provider's creations. Furthermore, the client is solely responsible for changes or improvements and therefore can not in any way engage the responsibility of the provider of these elements.

7.12. In any circumstances, the client can not oppose the mention of the name and/or logo and/or brand of the

service provider on the creations and reproductions. The service provider reserves the right to mention his realisation for the client as a reference in the context of his business prospecting, external communication and advertisement.

Transfer of rights

7.13. In general, all original works as well as information provided by the service provider remain his exclusive property, and the service provider reserves the right to resell or use all or part of his creation.

7.14. However, the intellectual property right on the applications or other specific developments made for the client but also all the elements provided by the service provider in terms of the web platform design and content, that is, the appearance, form, text, the choice of colours and fonts, documentation, text arrangements adapted specifically to the client's request, hereinafter "specific developments" are assigned by the service provider on the territory of the World during the validity period of the intellectual property rights transferred, and this, for the transfer price specified in the purchase order.

7.15. The assigned rights only include the property rights.

7.16. In any case, this clause can not be interpreted as a global assignment of the intellectual property rights of the service provider.

7.17. The service provider reserves the right to mention his realisation for the client as a reference in the context of his business prospecting, external communication and advertisement.

Article 8 - Responsibility

8.1. The service provider is responsible for the fraud or the gross fault causing damages. However, the service provider is not responsible for the fraud or the gross fault of his executive officer. The service provider reserves the right to modify at any time the characteristics of his technical infrastructures and the choice of his technical suppliers. The service provider reserves the right to refuse the creation of web pages requested by the client, if they are deemed unacceptable for distribution on the Internet, in accordance with the laws in force.

8.2. The service provider is not responsible for the use of the web site by the client.

8.3. In the event that the liability of the service provider is engaged, it is limited to the damage suffered personally and directly by the client without any compensation for a profit expected and unrealised and for a loss that could have been avoided.

8.4. The client can only engage the service provider's liability up to the maximum amount of coverage available through his professional liability insurance policy.

Article 9 - Termination of contract and sanctions in case of non-respect of contractual obligations

9.1. The contract automatically terminates in the event of bankruptcy or liquidation of one of the parties. The sums due at the time of the bankruptcy or the decision of liquidation become immediately due. The contract will also be automatically settled in the event of the client's conviction of the acts liable to undermine the service provider's confidence.

9.2. In case of judicial reorganisation, all sums due become immediately payable and the current contract may be terminated if the default on payment is not remedied within 15 days of the formal notice to be sent by the service provider.

9.3. In case of financial difficulties of the client during the execution of the contract, the service provider may require the client guarantees for the proper execution of the contract. In the event of a refusal of the client, the service provider will then be entitled to terminate all or parts of the contract.

9.4. In case of non-performance by the client of one or more obligations incumbent upon him, the service provider will put the client in default to execute the obligation incumbent upon him by registered mail with acknowledgment of receipt. If within 15 (fifteen) days after the receipt of this letter of formal notice the obligation for which the client was debtor has not been executed, this contract will be automatically terminated to the sole detriment of the client and this without prejudice of the indemnity amounts that could be claimed by the service provider, both for the breach of contract and the non-fulfillment of the obligation.

9.5. If the client terminates the contract during its execution, he will be liable to pay a compensation valued at the deposit amount, without prejudice to increase or decrease in the event that the damage occurring to the service provider would be higher or lower than that amount.

Article 10 - Jurisdiction and applicable law

10.1. The applicable law is the Belgian law, as for the interpretation than the execution of these general terms and conditions and all conventions to which they apply.

10.2. Any dispute relating to the formation, the execution, the interpretation of these general terms and conditions as well as all the conventions to which they apply and that can not be amicably resolved is subjected to the exclusive competence of the judicial district of Brabant Wallon jurisdictions.